

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REEL

RUE DE LA FONDERIE
ZI DE LA FONDERIE
44470 CARQUEFOU

Références : N5-2022-1125
Code AIOT : 0006301043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement REEL implanté RUE DE LA FONDERIE ZI DE LA FONDERIE 44470 CARQUEFOU. L'inspection a été annoncée le 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REEL
- RUE DE LA FONDERIE ZI DE LA FONDERIE 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT : 0006301043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Site fabricant des engins et outils de manutention à destination, majoritairement, de l'industrie nucléaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines
- Eaux superficielles
- Risque incendie
- Dispositifs de sécurité
- Confinement des eaux
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Alimentation en eau du site – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 4.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Schéma de l'installation – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.II	/	Sans objet
2	Dispositifs de sécurité des systèmes de chauffage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Sans objet
3	Vérification du bon état des installations - Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.I	/	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
5	Arrêt de l'alimentation en eau – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15	/	Sans objet
6	Contrôle des rejets atmosphériques – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 3.2.3	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets aqueux – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 4.5.1	/	Sans objet
10	Garanties financières – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 6	/	Sans objet
11	Tri des déchets – Constat visite précédente	Autre du 19/07/2021, article D. 543-281	/	Sans objet
12	Rétention des cuves de traitement – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Rétentions du traitement des eaux - Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	/	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Schéma de l'installation – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.II
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisations et réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant a présenté un schéma des installations incomplet qui ne faisait, notamment, pas apparaître les circulations de produits au niveau des bains. → L'exploitant doit établir un schéma de l'ensemble des installations de traitement de surfaces faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.
Constats : Dans son courrier en réponse du 19 juin 2019, l'exploitant a transmis le schéma des installations complété. Le jour de l'inspection, il a précisé que l'appoint en produit de traitement des bains était réalisé directement par le fournisseur sans qu'il y ait de stockage de ces produits sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Dispositifs de sécurité des systèmes de chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissements
Prescription contrôlée : L'exploitant a précisé que les 2 bains de décapage à base d'acide fluorhydrique et d'acide nitrique étaient chauffés ; cependant, l'arrêt du système de chauffage n'est pas asservi à la détection d'un manque de liquide dans la cuve. → L'exploitant doit mettre en place, sur les 2 bains concernés, des dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Dans ses courriers du 06 mars 2019, 19 juin 2019 et 26 novembre 2019, l'exploitant a précisé qu'un seul des bains était chauffé, celui contenant la solution d'acide fluonitrique, à une température d'environ 50°C. Il a indiqué que les travaux afin de mettre en place un asservissement de l'arrêt du chauffage en cas de détection de manque de liquide ont été réalisés et que le dispositif est opérationnel. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le document sur lequel l'ensemble des contrôles de dispositifs de sécurité sont reportés. La vérification du bon fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt du chauffage à la détection de manque de liquide est effectuée tous les 6 mois. La dernière a été réalisée le 26 septembre 2022, et atteste du bon fonctionnement de ce dispositif de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Vérification du bon état des installations - Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.I
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant a précisé qu'il vérifiait périodiquement le bon état de l'ensemble des installations. Notamment, suite à ces contrôles, il a réalisé des travaux de réfection des regards et du bain de décapage de 60 m ³ (nouveau cuvelage). Cependant, les contrôles ne sont pas formalisés. → L'exploitant doit formaliser les contrôles réalisés, afin de vérifier le bon état de l'ensemble des installations.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant a transmis la fiche de synthèse des contrôles sur les dispositifs de sécurité à effectuer, laquelle comprend également la périodicité de contrôle. Le jour de l'inspection, comme indiqué sur le point de contrôle précédent, la fiche a été consultée. L'exploitant tient également à jour un registre dématérialisé. Le dernier contrôle de l'ensemble des dispositifs de sécurité a été effectué le 26 septembre 2022. Aucune non-conformité n'a été relevée lors de ces contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Confinement des eaux d'extinction – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état d'avancement de ces études en vue de confiner les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le volume de confinement a été estimé à 445 m ³ (présentation d'une étude du CNPP). L'exploitant a alors précisé les dispositions qu'il envisage de mettre en place afin de confiner ces eaux dans le bâtiment existant (barrières manuelles ou automatiques ; mur périphérique étanche ; modifications de réseaux ; ...). Il a également spécifié que la commande a été passée et que les travaux devraient être finalisés d'ici juin 2019. → L'exploitant doit mettre en place, dans les meilleurs délais, un dispositif de confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il précisera les dispositions envisagées et informera l'IIC de l'état d'avancement des travaux.
Constats : Dans ces courriers en réponse des 06 mars 2019, 19 juin 2019 et 26 novembre 2019, l'exploitant a indiqué que les dispositifs de confinement, à savoir des barrières automatiques au niveau de chaque point de sortie du bâtiment, ont été installés et sont opérationnels depuis le 12 septembre 2019. La formation des équipiers de première intervention (EPI) était prévue le 16 octobre 2021. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'à ce jour 53 opérateurs (sur un effectif d'une centaine de salariés) sont formés à la mise en oeuvre des moyens de confinement. La procédure précise que les barrières sont déclenchées uniquement sur ordre des pompiers ou du responsable d'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Arrêt de l'alimentation en eau – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un dispositif (vanne manuelle) permettant d'arrêter l'alimentation en eau du procédé. Cependant, ce dispositif n'est pas signalé. → L'exploitant signalera clairement la fonction du dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en eau du procédé. Il figurera sur le schéma des installations.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant a indiqué avoir intégré la signalisation de la vanne à la réalisation du schéma des installations. Il a également confirmé avoir mis en place une signalisation physique auprès de la vanne. Le jour de l'inspection, la signalisation de la vanne sur le schéma a été constatée. Elle n'a cependant pas pu être constatée sur le terrain, par manque de temps. → L'exploitant transmet des justificatifs (photos) permettant d'apprécier la signalisation physique de la vanne auprès de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Contrôle des rejets atmosphériques – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant a transmis, par courrier du 06/11/2018, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisé les 17 et 18/10/2018. Une mesure des émissions diffuses a également été réalisée. Les valeurs limites d'émission (VLE) prescrites sont respectées. La VLE prise en compte pour les chrome total est erronée (5 mg/Nm ³ au lieu de 1 mg/Nm ³). De plus, les résultats des émissions diffuses ne font pas l'objet d'interprétation ; l'exploitant doit notamment se positionner sur le bon fonctionnement de ses installations de captation et d'aspiration. → L'exploitant corrigera le rapport de contrôle sur la VLE associée au chrome total et interprétera les résultats d'émissions diffuses obtenues ; notamment il se positionnera sur le bon fonctionnement de ses installations de captation et d'aspiration.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec l'organisme de contrôle (Bureau Veritas) afin de modifier la VLE associée au Chrome total. Il commente également les valeurs d'émissions diffuses, en corrélation avec les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral, qui sont bien inférieures à ces limites. Enfin, il indique que la maintenance annuelle des systèmes d'aspiration et des capacités d'aspiration confirment le bon fonctionnement de l'installation. Le jour de l'inspection, le rapport Bureau Veritas n°8161057/1.7.3.R du 12/10/2021 relatif au contrôle des rejets atmosphériques au titre de l'année 2021 a été consulté. Celui-ci n'appelle pas de commentaire de l'inspection. L'exploitant a précisé que le contrôle des rejets atmosphériques réalisé au titre de l'année 2022 était fixé fin octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Surveillance des rejets aqueux – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance RSDE
Prescription contrôlée : L'AM du 24/08/2017 a modifié, dans l'AM du 30/06/2006, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE. Les dispositions relatives à la surveillance des rejets de substances dangereuses qui ont été insérées ou modifiées entraînent en vigueur le 01/01/2018. Une information sur ces nouvelles dispositions vous a été transmise par courrier du 02/10/2018. Par courrier du 14/12/2018, vous avez transmis votre positionnement concernant votre programme d'autosurveillance. Vous avez précisé que de nouvelles mesures seraient réalisées sur les rejets aqueux pour plusieurs micro-polluants sur lesquels vous ne disposez pas d'élément de positionnement. → Après réception des résultats des mesures complémentaires réalisées sur les rejets aqueux, l'exploitant transmettra à l'IIC le programme d'autosurveillance mis à jour. Il précisera également explicitement dans ce rapport les raisons pour lesquelles certains polluants (sur lesquels il n'existe pas de données disponibles) n'ont pas été pris en compte dans la campagne de mesures.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant indique que les mesures des paramètres supplémentaires ont été réalisées le 22/01/2019. Il confirme que le rapport complet ainsi que le programme d'autosurveillance actualisé seront transmis avant fin avril 2019. Par courrier du 26 mars 2019, le programme d'autosurveillance actualisé a été transmis. Après analyse de l'inspection des installations classées de ce programme et des commentaires de l'exploitant, il est constaté que l'ensemble des paramètres supplémentaires contrôlés sont inférieurs à la limite de quantification du laboratoire. De ce fait, il n'est pas nécessaire d'actualiser les paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Alimentation en eau du site – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau du site
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'eau utilisée provenait uniquement du réseau public. → L'exploitant confirmera ce point. Les dernières factures d'eau ont été présentées : consommation de 485 m ³ entre janvier et mars 2018 et 661 m ³ entre mars et novembre 2018, ce qui ne donne qu'une vision partielle de la situation. → L'exploitant précisera la consommation d'eau potable du réseau public pour 2017 et 2018.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant a confirmé que l'alimentation en eau du site, notamment pour le remplissage de la piscine d'essais, provient du réseau d'eau public. Les consommations d'eau sur les années 2015 à 2018 se sont respectivement élevées à 1342 m ³ , 865 m ³ , 1350 m ³ et 1601 m ³ . L'exploitant a précisé que la consommation 2018 avait été exceptionnelle, du fait de remplissages successifs de la piscine d'essais. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les consommations d'eau des années 2019 à 2021. 2019 : 2013 m ³ , 2020 : 572 m ³ , 2021 : 832 m ³ . Au vu des consommations prévues sur l'année 2022, l'exploitant a indiqué que celle-ci devrait nettement dépasser les 1500 m ³ encadrés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a précisé que ces consommations étaient liées notamment aux normes des clients, appartenant à la filière nucléaire, qui nécessitent des essais en eau de plus en plus fréquemment. → L'exploitant engage des réflexions afin d'étudier la possibilité de diminuer la consommation d'eau sur le site. En cas d'impossibilité, il dépose un Porter à Connaissance sollicitant une révision de la consommation maximale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Surveillance des eaux souterraines – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une surveillance des eaux souterraines est réalisée semestriellement au niveau de 3 piézomètres. Dans les rapports de contrôle figure le niveau piézométrique relevé au niveau de chaque piézomètre. Cependant, aucune information sur le sens d'écoulement des eaux souterraines n'est précisée dans ces rapports (celui-ci pouvant varier au cours de l'année). → L'exploitant précisera, à partir des niveaux piézométriques relevés, le sens d'écoulement des eaux souterraines constatés lors du contrôle. Un nivellement des ouvrages sera réalisé si nécessaire.
Constats : Dans ses courriers en réponse des 06 mars 2019, 19 juin 2019 et 26 novembre 2019, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec un géomètre pour réaliser cette étude. Le sens d'écoulement sur le site fluctue légèrement en période de hautes eaux et de basses eaux mais reste relativement similaire, à savoir dans le sens Nord-Ouest -> Sud-Est. L'exploitant s'est engagé à intégrer un suivi piézométrique lors de chaque campagne semestrielle afin de pouvoir identifier toute modification de sens d'écoulement des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'attestation de constitution de garanties financières a été transmise par courrier du 01/07/2014 (pour la période du 01/07/2014 au 30/06/2019). Lors de la visite, l'IIC a alors rappelé que le montant des garanties financières doit être actualisé tous les 5 ans, la 1ère actualisation intervenant 5 ans après la date de signature de l'AP du 23/06/2014 (soit d'ici le 23/06/2019). Notamment, la quantité de déchets pouvant être entreposés sur le site doit être confirmée. Suite à l'actualisation du montant des garanties financières, l'exploitant doit transmettre aux services de la préfecture un nouveau document justifiant de leur constitution. → L'exploitant actualisera le montant des garanties financières en appliquant les modalités définies dans l'AM du 31/05/2012 et transmettra sa proposition à l'IIC.
Constats : L'actualisation du montant des garanties financières a été réalisée le 22 mars 2019. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'actualisation de ce montant doit être réalisée tous les 5 ans. De ce fait, l'exploitant prêtera attention à déposer une actualisation du montant des garanties financières avant le 22 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Tri des déchets – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Autre du 19/07/2021, article D. 543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Tri 5 flux
Prescription contrôlée : Lors de la visite, il a été constaté sur le site la mise en place de bennes spécifiques pour la récupération d'une part des copeaux métalliques et d'autre part des déchets industriels banals en mélange. Ces déchets sont alors repris par l'entreprise VEOLIA pour valorisation. → L'exploitant transmet une copie des attestations délivrées en application de l'article D. 543-284 du code de l'environnement, justifiant la valorisation des déchets de papier, de métal, de plastiques, de verre et de bois du site pour les années 2017 et 2018.
Constats : Dans son courrier en réponse du 06 mars 2019, l'exploitant a transmis les attestations de valorisation délivrées par les prestataires de déchets. Ces attestations n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétention des cuves de traitement – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que la rétention associée à la cuve de 15 m ³ – Bain de décapage à base d'acide fluo-nitrique et à la cuve de 11 m ³ – Bain de passivation à base d'acide nitrique est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas qui détecte la présence de liquides dans la rétention. Du fait de la proximité de la zone de rinçage, des eaux de rinçage sont susceptibles de se déverser dans la rétention. Quand c'est le cas, l'exploitant procède à la vidange de la rétention après la vérification du pH des eaux. → L'exploitant lancera une réflexion afin de limiter la présence d'eau dans la rétention, celle-ci ayant vocation à être vide de tout liquide. Il est rappelé que le relevage automatique des eaux présentes dans la rétention est interdit.
Constats : Dans ses courriers en réponse des 06 mars 2019, 19 juin 2019 et 26 novembre 2019, l'exploitant a indiqué qu'un rappel des consignes avait été réalisé, qu'une pompe est présente dans la rétention mais qu'elle est asservie au contrôle du pH. Un asservissement du flotteur à un signal lumineux a été également réalisé. Le jour de l'inspection, le contrôle du fonctionnement de ce dispositif a été vérifié sur la fiche de synthèse. La dernière vérification a été réalisée le 26 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Rétentions du traitement des eaux - Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 6-II de l'AM du 30/06/2006 s'appliquent à tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves de stockage des eaux avant traitement (l'exception s'appliquant aux bassins de traitement des eaux résiduaires ; par exemple, les bassins de lagunage). → L'exploitant précisera les modalités actuelles de rétention des équipements de l'installation de traitement des eaux et s'assurera du respect des dispositions applicables. Il confirmera également que l'ensemble est construit sur un revêtement étanche et inattaquable dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.
Constats : Dans ses courriers en réponse des 06 mars 2019, 19 juin 2019 et 26 novembre 2019, l'exploitant a confirmé le caractère étanche et résistant à l'action physique et chimique des produits de traitement du revêtement de l'atelier de traitement de surfaces. Il a précisé que la station de traitement des eaux était reliée à une rétention d'un volume de 4 m3. Une alarme visuelle, reliée également à la télésurveillance du site a été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport CHUBB n° 15275269 du 22/02/2022 relatif à la vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie. Il a précisé que seuls des extincteurs sont présents sur le site. Le rapport confirme le caractère opérationnel des 87 équipements et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
Constats : Le jour de l'inspection, le rapport DEKRA n° 012058822201R-001 du 13/06/2022 relatif à la vérification des installations électriques a été consulté. 3 non-conformités ont été mises en évidence, sur lesquelles l'exploitant a engagé des actions correctives. Le rapport Q18, présenté également, conclut que "l'état des installations électriques ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet